

LE FIL ROUGE



SOMMAIRE

- >> Page 2 : - « Blanquer, le variant qui nuit à l'école ! » - Témoignages d'étudiants précaires
- >> Page 3 : - Burkina Faso : Non au putschisme et à l'impérialisme !
- >> Page 4 : - Communiqué de l'UJR sur la Guerre en Ukraine
- >> Page 5 : - La lutte révolutionnaire : notre réponse à la montée de la fascisation

prix
libre

Non à la précarité, la fascisation et la guerre Combattons le système capitaliste impérialiste !

Alors que les médias nous gavent avec les élections présidentielles, les propos d'extrême droite et les idées réactionnaires, il y a une réalité sur le terrain qui s'impose : la précarité ne cesse d'augmenter au sein de la jeunesse populaire, tous secteurs confondus (étudiants, travailleurs, chômeurs, etc.). L'avancement de la fascisation se manifeste notamment par la systématisation d'une société de contrôle et de division (loi sécurité globale, loi sur le séparatisme, pass-vaccinal, etc.) au moment où des monopoles enregistrent des profits sans précédent. Ces entreprises ont profité d'aides publiques colossales alors que les écoles et les hôpitaux subissaient des politiques de restrictions : gel de postes, fermeture de classes et suppression de lits.

« informer » que son projet est d'aller plus loin dans la sélection et qu'avec sa privatisation, l'enseignement supérieur sera de plus en plus dépendant des besoins immédiats du Capital et des entreprises.

Sur le plan international, la vente d'armes françaises à des régimes réactionnaires ne cesse de s'accroître. L'impérialisme russe a décidé de déclencher une offensive de grande ampleur sur plusieurs villes ukrainiennes le 24 février. Cette offensive intervient après une période de propagande et de tension, alimentée par l'impérialisme américain contre l'impérialisme russe. Dans ce contexte guerrier, l'impérialisme français a envoyé des troupes en Roumanie. En tant que jeunes révolutionnaires, nous dénonçons cette guerre réactionnaire et l'OTAN ! Le putsch réactionnaire au Burkina Faso s'inscrit dans un contexte où le pays connaît des résistances populaires, anti-impérialistes et anti-terroristes. L'échec politique et militaire de l'impérialisme français dans l'opération Barkhane a obligé Macron à déclarer le retrait des troupes françaises du Mali d'ici quelques mois. Ce retrait, imposé par le contexte social et politique, ne veut pas dire que l'impérialisme français se retire de la région du Sahel, bien au contraire. Il sera très actif dans le cadre du dispositif Takuba, qui agglomère des forces de plusieurs autres pays de l'Union européenne, afin d'élargir la zone d'intervention pour être « compétitif » dans le processus de pillage des ressources des populations des pays d'Afrique.

Nous appelons tous les jeunes révoltés contre ce système cupide et guerrier à rejoindre toutes les mobilisations à venir contre la précarité, la vie chère et la guerre ! Nous refusons de payer la crise d'un système qui se nourrit sur l'exploitation et la destruction.



Concernant l'Université, Macron annonce qu'on « ne pourra pas rester durablement dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants ». Il est en train de nous

« BLANQUER, LE VARIANT QUI NUIT À L'ÉCOLE ! »

C'est sous ce slogan que les personnels de l'Éducation Nationale ont manifesté les 13 et 20 janvier derniers. Blanquer, dans la droite ligne néolibérale engagée par le gouvernement, a intensifié ses mesures de démantèlement de l'École malgré la pandémie, soulevant la colère des enseignants. Le « quoiqu'il en coûte » du gouvernement s'est traduit brutalement dans les écoles primaires pour les élèves, les parents et les enseignants.

D'une part, le non remplacement des enseignants malades a explosé pendant la pandémie, des élèves se sont retrouvés des semaines entières sans professeur. Pour autant, aucun recrutement de personnel n'a été effectué pour pallier à la situation. D'autre part, dans le 93, le directeur académique des services de l'Éducation nationale (DASEN) a imposé fin janvier la fermeture de 1 882 classes sur le département, bien que les écoles et les mairies annoncent déjà 7 000 enfants de plus à la rentrée prochaine. Par ailleurs, Blanquer a rendu 75 millions d'euros au budget global de l'État alors que le manque de moyens est criant.

Toutes ces décisions déstabilisent le fonctionnement

des écoles et pèsent directement sur les élèves. Nous disons donc, NON à la casse de l'école publique ! NON à la relégation des enfants des couches populaires dans des écoles laissées sans moyens ! NON à une école publique des pauvres et une école privée des riches !

Témoignage d'une professeure des écoles en maternelle, dans le 93

« Nous avons vécu une rentrée de janvier très stressante. Nous nous sentions, une fois de plus laissés seuls face à des parents eux-mêmes désorientés.

La situation sanitaire a fait exploser la mauvaise gestion. Les enfants se sont vus effectués des tests antigéniques à répétition quel que soit leur âge. Le plus important étant de pouvoir dire sur les plateaux télévisés « les écoles sont restées ouvertes ». Ouvertes certes, mais à quel prix ? Des personnels sous tension permanente, des enfants angoissés, et des parents énervés. Une fois de plus, la priorité n'était pas le bien-être des enfants, ou des adultes, ou encore la continuité des apprentissages, la priorité a été le profit « quoiqu'il en coûte ».

Précarité étudiante :

TÉMOIGNAGES

Depuis le début de la crise économique, la jeunesse populaire a été très affectée : la pauvreté n'a cessé d'augmenter, beaucoup de jobs étudiants ont disparu. Ils ont été remplacés par des emplois encore plus précaires, valorisés par « 1 jeune 1 solution » - un programme mis en place par le gouvernement, à grand coup de battage médiatique. C'est la Ministre du travail en personne qui a vanté ce programme à la télé aux côtés de Cyril Hanouna pour que rentre bien dans nos têtes le message « quand on veut, on peut ! ». Ce programme, qui devait être LA solution pour en finir avec les difficultés économiques des étudiants, leur propose en réalité des stages ou des petits boulots qui sont soi-disant compatibles avec leurs études. Et avec la fin du repas à 1 € au CROUS pour les non-boursiers depuis le 31 août 2021, on a vu augmenter les files d'attente des aides alimentaires.

Le 13 janvier dernier, à la Conférence des Présidents d'université, Macron a pointé du doigt les étudiants les plus précaires, en expliquant que, la fac étant trop chère pour l'État, il faudrait cesser la gratuité des frais d'inscriptions pour les boursiers. Oui, pour Macron il y a trop de boursiers, même si ça représente en réalité moins d'1/4 des étudiants. Nous avons rencontré deux étudiants qui nous ont parlé de leurs situations respectives.

Arthur, étudiant en master en Région Parisienne, témoigne : « Je ne suis pas boursier donc j'ai perdu le droit au repas



à 1 € au CROUS, cela a été difficile. Avec la hausse des prix, les courses sont plus chères mais je m'en sors grâce à l'aide de mes parents. Depuis peu, l'université organise des distributions de paniers repas mais ces paniers ne sont pas suffisants pour se nourrir comme il faut. »

Marc, étudiant en alternance, explique : « Je travaille deux semaines sur trois et une semaine sur trois j'ai des cours mais malheureusement les cours sont toujours en ligne. Depuis que le gouvernement a incité les entreprises à recourir au télétravail, je ne vais au bureau que deux jours par semaine, j'ai des collègues qui sortent uniquement pour aller travailler. En tant qu'alternant, je gagne 1 400 euros (contre 3 000 euros pour un salarié en début de carrière dans ma boîte). Cette somme me permet d'aider ma mère à payer le loyer. On vit à 3 dans un petit 2 pièces avec ma sœur qui est au collège. Le télétravail, et les cours en ligne, ce n'est vraiment pas simple, dans ces conditions ».

JEUNESSE EN GALÈRE ET MILLIARDAIRES PROSPÈRES

Si la crise sanitaire a aggravé la situation des étudiants, jeunes travailleurs ou chômeurs, ce n'est pas le cas des plus riches. Le rapport Oxfam paru en janvier 2022 et intitulé « Dans le monde d'après, les riches font sécession » (1) pointe les chiffres astronomiques de l'enrichissement des milliardaires en 2020 et 2021.

Les 20 % les plus riches ont profité de la crise pour épargner et placer les aides du quoiqu'il en coûte, alors que les plus pauvres ont dû compter sur l'aide alimentaire pour survivre.

« A elles seules, les 5 premières fortunes de France – celles de Bernard Arnault (LVMH), Françoise-Meyers Bettencourt (L'Oréal), François Pinault (Kering), des frères Alain et Gérard Wertheimer (Chanel) – ont doublé, augmentant de 173 milliards d'euros en 19 mois. Soit presque autant que ce que l'État a dépensé pour faire face au coronavirus en un an, toutes dépenses confondues. Ces 5 milliardaires français possèdent désormais autant que les 40 % des Français les plus précaires.

Dans le même temps, la crise a provoqué une intensification de la pauvreté. 7 millions de personnes ont besoin d'aide alimentaire pour vivre, soit 10 % de la population française, et 4 millions de personnes supplémentaires sont en situation de vulnérabilité à cause de la crise. » (1)

Si pour Sarah El Haïry, Secrétaire d'État à la jeunesse et à l'engagement, « on peut très bien manger à petit prix » (2) ce n'est pas le cas pour les jeunes précaires qui font la queue aux distributions alimentaires. En effet, la France, « 6^e puissance mondiale », est l'un des derniers pays européens à ne pas proposer de minima social pour les moins de 25 ans,

préférant soi-disant un accompagnement vers l'emploi et des aides ponctuelles « miracles » comme la « garantie jeune » ou « 1 jeune 1 solution ». Mais la réalité est là :

« Avec les confinements successifs, ils étaient 13 % de plus à devoir avoir recours à une aide alimentaire, selon un rapport de la Fédération française des Banques alimentaires. Aux Restos du cœur, les jeunes représentent désormais plus de la moitié des bénéficiaires. » (1)

A cela s'ajoute, la détresse psychologique : d'après un rapport récent de la Défenseure des droits, la part de jeunes présentant un trouble dépressif a doublé, avec la crise.

Le système capitaliste-impérialiste, qui enrichit les milliardaires, est totalement débordé lorsqu'il s'agit de subvenir aux besoins alimentaires de base de sa jeunesse.

Ce système, qui fait des cadeaux aux plus riches, ne propose aucune solution à la jeunesse populaire à part l'engagement dans l'armée, ou un service civique à 580 euros par mois ou les files d'attente à la soupe populaire en guise d'avenir...

A l'UJR, nous réclamons une vraie politique pour la jeunesse, au lieu des miettes du gouvernement. Il faut garantir aux jeunes un niveau de vie décent, au-dessus du seuil de pauvreté. Il faut aux étudiants un vrai revenu sans avoir besoin de travailler pour se nourrir, se loger, se soigner et se construire un avenir.

(1) <https://www.oxfamfrance.org/rapports/dans-le-monde-dapres-les-riches-font-secession/>

(2) Invitée vendredi 13 novembre 2020 de l'émission "Politique, à table" sur LCP, la secrétaire d'État à la jeunesse défendait la politique d'aide aux jeunes précaires.

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE BURKINABÈ ! NON AU PUTSCHISME ET À L'IMPÉRIALISME !

Le 24 Janvier dernier, un coup d'État réactionnaire, dirigé par un ancien militaire du fameux RSP (Régiment de Sécurité Présidentielle) de Blaise Compaoré, a eu lieu au Burkina Faso.

Ce coup d'État intervient dans un contexte très tendu au niveau national et international. Les résistances populaires et le mécontentement contre le système néocolonial, les attaques terroristes et la présence des forces impérialistes, notamment française, se généralisent dans le pays. Ce putsch s'inscrit également dans un contexte marqué par la difficulté grandissante de l'impérialisme français à garder ses zones d'influence dans les pays du Sahel, en particulier au Mali.

Nous nous joignons à nos camarades de l'Organisation Démocratique de la Jeunesse (ODJ) pour dénoncer le

putschisme. Nous exprimons notre solidarité totale avec le peuple Burkinabè et ses organisations révolutionnaires. Nous sommes déterminés à continuer de mener des actions concrètes avec nos camarades de l'ODJ section France, pour faire connaître la situation au Burkina et les luttes de son peuple, dénoncer l'impérialisme français et sa domination exercée sur les peuples de la région.

Ce n'est pas en déclenchant des coups d'État ou en changeant les têtes au pouvoir que le système néocolonial sera renversé. Le seul et véritable changement sera guidé par le peuple Burkinabè et ses organisations révolutionnaires, contre le terrorisme et la domination impérialiste.

Vous trouverez la prise de position de l'ODJ section France sur la situation au Burkina ici : <https://www.facebook.com/odjBF>

Communiqué de l'UJR sur la Guerre en Ukraine

“ NI CHAIR À CANON, NI CHAIR À PATRON ! ”

La guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine continue de faire des victimes parmi le peuple Ukrainien, ses travailleurs, sa jeunesse. Pour l'UJR, cette guerre ne peut être justifiée sous aucun prétexte. Nous dénonçons avec force cette guerre réactionnaire et impérialiste déclenchée par la Russie, que les peuples ukrainiens et russes vont payer chère. Mais nous tenons également à remettre les choses dans leur contexte : les pays impérialistes occidentaux ont également une large responsabilité de cette guerre. Les tentatives de l'impérialisme américain d'étendre de plus en plus la présence de l'OTAN aux frontières russes, notamment en Ukraine, n'ont fait que jeter de l'huile sur le feu et alimenter un climat de tensions.



**LA GUERRE N'OFFRE AUCUN AVENIR
AUX JEUNES PRECAIRES !
COMBATTONS PLUTOT LA MISERE !**

UJR-FR
.ORG UNION DES JEUNES REVOLUTIONNAIRES UJR

La propagande de très grande ampleur, lancée par les médias dominants, pour rendre Poutine seul responsable de cette guerre, sert aussi à gommer la responsabilité de l'impérialisme américain et de l'Union européenne, de l'OTAN et des pays qui en sont membres, dont la France. Cette propagande s'inscrit également dans une bataille idéologique et politique qui consiste à ignorer tout analyse

sérieuse de la situation. Elle fait pression pour que nous nous sentions « obligés » de choisir entre deux camps : l'OTAN ou la Russie de Poutine. Nous disons NON à l'OTAN et NON à l'impérialisme russe.

C'est une guerre impérialiste de repartage qui se déroule en Ukraine, entre la Russie et la Chine d'une part, et les États-Unis et les pays de l'UE d'autre part. Ce n'est pas simplement la question d'une personne qui aurait décidé du jour au lendemain d'envahir un pays voisin. Jusqu'en 2020, les entreprises françaises, dont l'Etat est actionnaire, armaient la Russie malgré l'embargo européen. Aujourd'hui, l'impérialisme français et l'UE jouent un sale rôle dans cette guerre en envoyant des armes en Ukraine. Cela alimente le conflit et enrichit encore plus les monopoles d'armement, au détriment du peuple ukrainien, des travailleurs et de la jeunesse populaire.

Avec ce climat guerrier et malsain, il y a aussi la justification de la hausse des prix des produits de consommation de base (gaz, électricité, essence, nourriture, etc.) par l'argument « c'est de la faute de Poutine ». La précarité des jeunes était déjà bien présente avant la guerre et avant la crise sanitaire. Les problèmes croissants des écoles, des universités et des hôpitaux ne datent pas d'hier. Les mesures sécuritaires et anti-démocratiques étaient bien « en marche » et le contexte des crises sanitaires n'a fait qu'accélérer ce processus.

Nous refusons que ce contexte guerrier nous fasse subir encore plus la précarité, la misère et la répression. Nous refusons de payer cette guerre de repartage. Alors que les budgets militaires sont revus partout à la hausse, nous exigeons de des moyens humains et financiers pour les écoles, les universités, les hôpitaux et la culture, et non pas pour fabriquer des armes et envoyer des soldats en Roumanie et en Estonie. Nous dénonçons le cynisme de l'état français qui semble découvrir la solidarité lorsqu'il s'agit de réfugiés ukrainiens alors que depuis des années, les migrants, les réfugiés, les mineurs non-accompagnés sont réprimés et refoulés à la frontière.

Nous soutenons la jeunesse ukrainienne et la jeunesse russe qui est contre cette guerre. Avec tous les jeunes révolutionnaires qui sont opposés à cette guerre et dénoncent tous les fauteurs de guerre, nous disons : « Ni Chair à patron, ni chair à canon ! ».

Union des Jeunes Révolutionnaires

Mars 2022

LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE :

NOTRE RÉPONSE À LA MONTÉE DE LA FASCISATION

Le fascisme, lorsqu'il est instauré, prend la forme d'une dictature terroriste, ouverte et brutale, exercée par les éléments les plus réactionnaires et les plus chauvins de la bourgeoisie. Elle remplace les formes traditionnelles de la démocratie bourgeoise qui fonctionne avec un parlement, des élections et un certain nombre de libertés démocratiques, au moins formelles.

Par le passé, cela n'arriva pas du jour au lendemain, de manière mécanique et linéaire, mais à l'issue d'un processus. Aujourd'hui, c'est ce processus de fascisation qui est à l'œuvre, et c'est ce que nous devons combattre.



Depuis un certain nombre d'années, nous voyons l'émergence de forces politiques ultra réactionnaires en concurrence avec les forces politiques traditionnelles, dites « républicaines ». Comme Zemmour, actuellement, elles deviennent de plus en plus audibles dans les médias, notamment lors des campagnes électorales, et exercent une pression idéologique et politique sur l'ensemble des forces politiques au service de la bourgeoisie.

Mais la fascisation, ne se limite pas à ce phénomène. Elle a une base matérielle : la concentration du pouvoir dans les mains de monopoles qui contrôlent les secteurs-clés de l'économie, de la finance, de la production, du commerce, des médias et impriment leur marque à toute la société (recherche, Éducation, Santé...).

Au niveau des institutions, cela se traduit par une diminution du rôle du parlement, et en particulier de l'Assemblée nationale. Les décisions se prennent en comité de plus en plus restreint. Comme le traduit le mot d'ordre « Police partout, justice nulle part », l'État qui est de plus en plus ouvertement « l'État des patrons », devient de plus en plus un « État policier ». Le contrôle social, via des applications numériques, se systématisent. Les lois liberticides et anti-démocratiques s'empilent, comme

cela a encore été le cas dernièrement avec la loi sécurité globale, qui renforce le pouvoir et l'impunité de la police, et la loi contre le « séparatisme », qui stigmatise et réprime une large partie de la population et cherche à placer sous contrôle toutes les associations.

La réaction progresse dans toutes les institutions, comme l'atteste l'urgence soudaine de combattre « l'islamo-gauchisme » dans les universités, un concept étrange, inventé de toutes pièces, qui ne sert qu'à diviser pour gommer les scandales de la gestion ultra-libérale dans les secteurs de l'enseignement et de la recherche, au moment où la précarité étudiante ne cesse de s'aggraver. La répression est la réponse aux résistances et aux luttes des ouvriers, des travailleurs et de la jeunesse.

Combattre la fascisation, c'est combattre les idées réactionnaires, racistes et chauvines, que distille la propagande d'extrême droite. Mais c'est aussi combattre la politique réactionnaire, anti ouvrière, et anti sociale qui accroît la pauvreté, crée le désarroi et les divisions.

La réponse passe par le développement des luttes collectives pour avoir plus de moyens pour l'École, contre la sélection à l'Université et son processus de privatisation. Par les mobilisations contre les guerres impérialistes et la propagande de guerre, par la lutte contre notre propre impérialisme, par le développement de la solidarité avec les peuples et de la jeunesse du Burkina et d'Afrique qui dénoncent les ingérences de l'impérialisme français dans leurs pays et demandent le retrait des troupes étrangères...



En tant que jeunes révolutionnaires, nous considérons que c'est en combattant le système capitaliste impérialiste, qui en est la matrice, que nous pouvons combattre le processus de fascisation et les idées fascistes.

Une exposition à découvrir

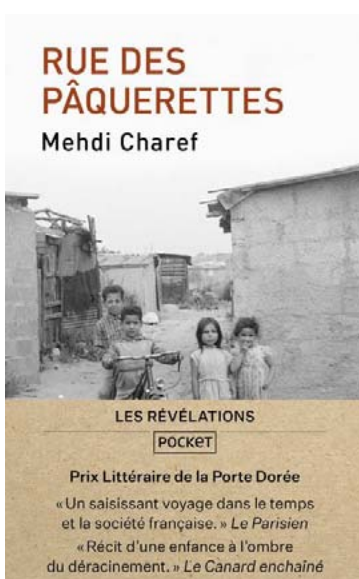
Le 29 janvier dernier, avec des camarades et des amis de l'UJR 92, nous avons visité l'exposition du photographe Élie Kagan (1928-1999), photographe indépendant et engagé, à la bibliothèque *La Contemporaine* à Nanterre.

L'exposition couvre toute sa carrière, des années 1960 à 1990, dans le monde du spectacle, du cinéma, mais surtout les manifestations, meetings et réunions politiques de cette époque riche en événements. C'est une véritable archive de la vie politique, culturelle et intellectuelle française de cette période. Le moment fort de cette exposition apparaît lorsque l'on découvre les photographies réalisées par Elie Kagan lors de la sinistre répression du 17

octobre 1961, où des Algériens (venant en partie des bidonvilles de Nanterre) qui protestaient contre la guerre ont été brutalement réprimés et assassinés. Il y a bien sûr d'autres photos marquantes, comme celles des mobilisations de Mai 68 et celles de l'enterrement de Pierre Overney, militant révolutionnaire assassiné par un vigile de l'usine de Renault de Boulogne où il travaillait. Pour toutes ces raisons, nous invitons les passionnés d'histoire et de photographie, ou tout simplement ceux qui veulent découvrir ces pages méconnues de l'histoire de France et de l'Algérie, à se rendre à cette magnifique exposition à la bibliothèque *La Contemporaine* de Nanterre, disponible jusqu'au mois de Mai.



Conseil de lecture : Rue des Pâquerettes, de Mehdi Charef



Lu récemment par les camarades de l'UJR 92, nous conseillons à tous nos lecteurs l'ouvrage de Mehdi Charef, née en 1952 en Algérie, qui est venu avec sa famille vivre en France à Nanterre.

Dans ce récit autobiographique, l'auteur raconte sa jeunesse dans ce bidonville qui a accueilli jusqu'à 14 000 algériens dans des conditions inhumaines : le froid, la promiscuité, le manque d'hygiène, les rats, la

misère. Tout cela à seulement 7 km de Paris.

Dans le même temps, son père, comme tant d'autres immigrés, était terrassier et s'épuisait à bâtir les infrastructures de la France des « Trente Glorieuses ».

L'auteur évoque aussi dans ses pages l'horreur de la guerre d'Algérie et les exactions de l'armée française, ainsi que la manifestation réprimée du 17 octobre 1961, à laquelle de nombreux algériens de Nanterre ont participé.

Un récit poignant, à hauteur d'enfant, qui ne laissera pas indifférent.

L'UJR rend hommage au camarade Maurice, militant du PCOF

Maurice,

Tu as été pour nous un pilier pour la construction de notre organisation. En effet, à chaque camp d'été, tu as toujours répondu présent pour venir partager ces moments si importants. Des moments d'échanges très enrichissants pour chacun d'entre nous. Tu t'adaptais toujours à ton public et parlais avec beaucoup d'aisance et de connaissance de thèmes tels que l'impérialisme français en Afrique ou encore le processus de fascisation, ...

Tu nous as aussi, raconté certains épisodes de ta vie en Afrique et tu as fait partie de ceux qui nous ont transmis cette volonté de rompre avec le système capitaliste impérialiste, cette volonté d'en finir avec la FrançAfrique, cette volonté de s'affirmer en tant qu'organisation de jeunesse internationaliste.

Aujourd'hui, pour tout cela, nous te remercions.

Repose en paix camarade Maurice

Le comité de direction de l'UJR

POUR NOUS CONTACTER



contact@ujr-fr.org



www.ujr-fr.org



UJR France